



<http://www.audit-citoyen.org/>

auditdette65@laposte.net

ATTAC, Union Syndicale Solidaires, CGT, FSU, Parti de Gauche, Mouvement Politique d'Éducation Populaire, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Europe Ecologie- Les Verts, le Collectif de BAGNERES.

COMMUNIQUE de PRESSE, PRIERE d'INSERER.

L'audit remis le 2 juillet par la Cour des Comptes va servir à renforcer le discours gouvernemental sur la nécessaire « rigueur de gauche » et la ratification annoncée du Pacte budgétaire. Cet audit ne cherche donc en rien à éclairer l'origine structurelle de la crise des finances publiques, car un tel examen pourrait amener à remettre en cause la légitimité des politiques d'austérité. C'est pourquoi le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique (CAC) publie en même temps un rapport alternatif à l'audit officiel.

Intitulé « Que savons-nous aujourd'hui sur la dette publique en France ? », ce rapport retrace de façon synthétique la genèse de la dette publique dont le poids sert aujourd'hui à justifier les politiques d'austérité. Il détaille le rôle des politiques fiscales de réduction des recettes publiques, menées au nom d'arguments mensongers sur la compétitivité. Il montre comment la dette publique a été engendrée par les contradictions-mêmes de l'ordre économique néolibéral, que les politiques d'austérité ne font qu'aggraver. Il présente une liste des 50 principaux détenteurs de la dette française.

Vous pouvez consulter ce rapport alternatif sur notre site : <http://www.audit-citoyen.org/>

Un examen rigoureux des causes du creusement de la dette publique apporte un cinglant démenti au discours dominant : non, la dette publique n'est pas due à une dérive inconsidérée des dépenses publiques. Oui, elle provient pour une large part de la politique systématiquement orchestrée de réduction des recettes publiques. Cette politique est menée depuis trente ans au nom d'arguments fallacieux : les baisses d'impôts et les allègements de cotisations sociales n'ont pas produit les effets attendus sur l'emploi et l'activité. Ces politiques ont pour l'essentiel alimenté le creusement des inégalités de revenu, en réduisant les coûts salariaux au profit des actionnaires, et en allégeant la charge fiscale sur les plus riches.

Quant à l'aggravation brutale de la dette au cours des dernières années, elle vient entièrement de la récession provoquée par la crise depuis 2008. Or cette crise financière et économique résulte non pas de la dérive des dépenses publiques, comme veut nous le faire croire le discours officiel obsédé par les déficits, mais des dérives d'une industrie financière dérégulée, et, pour le cas européen, des failles structurelles d'une zone euro bâtie en fonction des intérêts de la finance.

Le Collectif pour l'audit citoyen de la dette publique refuse donc les politiques d'austérité car elles sont fondées sur des arguments mensongers. Nous demandons au gouvernement français de réaliser non pas seulement un audit de l'exécution de la loi de finances 2012, mais un véritable audit approfondi de l'origine de la dette publique en examinant les causes des déficits publics depuis une vingtaine d'années. Nous sommes prêts, bien entendu, à contribuer à la réalisation de cet audit, seul de nature à éclairer les citoyens sur l'origine de la situation actuelle et sur les moyens d'en sortir.